

Document

Le prétexte climatique 1/3

1970-1982 : L'écologie de guerre

(par Thierry Meyssan- <http://www.voltairenet.org>)

20.04.2010

Le discours environnemental est entré sur la scène politique internationale au début des années 80. Positif par essence, il est vite devenu un attribut indispensable du pouvoir légitime. Les plus importants chefs d'Etat ou de gouvernement se le sont approprié à un moment ou à un autre. Tandis que les multinationales les plus polluantes ont abondamment financé les organes compétents de l'ONU. Dans cet article en trois parties —qui ne fera plaisir ni aux écologistes, ni à leurs adversaires—, Thierry Meyssan retrace l'embarrassante histoire de cette rhétorique. Elle a souvent consisté à manipuler les bons sentiments ou la peur de l'avenir pour faire passer des décisions militaires ou économiques contestées.

La conférence de Copenhague sur le climat fut un exemple paroxystique du fossé séparant un événement de la représentation que les médias en donnent.

Avant la conférence, de nombreuses personnalités assuraient que l'apocalypse était pour demain si l'on ne faisait rien et qualifiaient le sommet de « conférence de la dernière chance pour l'humanité ». Mais une fois le celui-ci terminé, sans être parvenu à un accord contraignant, les mêmes personnalités assuraient que ce n'était pas si grave : l'accord serait finalisé lors de futures rencontres et l'apocalypse attendrait après-demain. Les principaux médias ne fournirent aucune explication sur ce revirement et passèrent à autre chose.

Pour comprendre ce qui s'est vraiment passé à Copenhague et ce qui est en jeu à propos de la « menace climatique », nous devons revenir en arrière et nous remémorer l'ensemble du processus qui a produit cette nouvelle idéologie et conduit au show de Copenhague. Il ne s'agit pas ici d'aborder les conséquences des changements climatiques qui, tout au long des siècles, ont poussé les hommes d'une région à l'autre, ni d'anticiper sur les prochains changements climatiques et les migrations qu'ils provoqueront. Nous concentrerons notre attention sur un autre aspect des choses : comment les slogans des uns peuvent-ils devenir des mensonges partagés par tous ? comment la ruse politique peut-elle se cacher derrière l'apparence de la science ? et, en définitive, comment de faux consensus peuvent s'écrouler soudainement ?

En 40 ans, les questions environnementales ont été instrumentées aux fins politiques les plus différentes par Richard Nixon, Henry Kissinger, Margaret Thatcher, Jacques Chirac et Barack Obama. Aucun de ces leaders n'a cru que les variations climatiques sont imputables à l'homme et menacent sa survie. Pourtant, la plupart l'ont dit et ont trouvé un intérêt différent à le dire. Voici l'histoire de l'écologie politique comme champ d'affrontement des grandes puissances.

Tout commence en 1969. Le militant pacifiste états-unien John McConnell propose à l'UNESCO de créer un « Jour de la Terre ». Il devrait être célébré à l'équinoxe de printemps, sous forme d'une journée fériée dans le monde entier, et permettrait de renforcer le sentiment d'unité de l'humanité habitant la même planète. Ce rêve rencontre le soutien du secrétaire général des Nations Unies, U-Thant. Il y voit une occasion de plus de manifester son opposition à la guerre du Vietnam. Pour le diplomate birman, comme pour beaucoup d'Asiatiques, le respect de l'environnement n'est pas dissociable du respect de la vie humaine, il participe d'une recherche de l'harmonie qui exclut la guerre. U-Thant institue ce « jour », mais aucun Etat ne suit sa recommandation. Quoi qu'il en soit, il imagine une petite cérémonie au cours de laquelle, il fait sonner la cloche japonaise de la paix dans le palais de verre et s'exclame : « Puisse-t-il n'y avoir que des jours à venir pacifiques et joyeux, pour notre beau Vaisseau Spatial Terre qui continue à filer et tourner dans l'espace froid avec son chargement chaleureux et fragile de vie » [1].

Washington ne réagit pas directement.

Sans lien apparent avec ce précède, le sénateur du Wisconsin, Gaylord Nelson propose d'appliquer aux questions environnementales US les techniques de mobilisation de la gauche états-unienne contre la guerre du Vietnam. Il proclame le mercredi 22 avril 1970... « Jour de la Terre » [2]

Comme Nelson est démocrate, personne ne dénonce la manipulation. Au contraire, la presse dominante reprend son appel et le soutient. Le *New York Times* jubile : « La préoccupation grandissante face à la crise environnementale balaye les campus du pays avec une intensité qui, si elle se poursuit, pourrait occulter le mécontentement étudiant contre la guerre du Vietnam » [3]. En définitive, plus de 20 millions d'Etats-Uniens participent à l'évènement qui consiste avant tout à nettoyer villes et campagnes des déchets qui les jonchent. Pour le président Richard Nixon et son omniprésent conseiller Henry Kissinger, ce succès est inespéré.

Il est possible de divertir le mouvement anti-guerre et de diriger l'énergie des manifestants vers d'autres combats. L'écologie doit se substituer au pacifisme et au tiers-mondisme. Ce « jour de la Terre », version US, remplacera avantageusement celui des Nations Unies. Le sénateur Nelson appelle les manifestants à déclarer « la guerre pour l'environnement » (sic) [4]. Sous son influence, les associations étudiantes demandent de changer les priorités du moment et de transférer une partie des budgets alloués à la Défense vers la protection de l'environnement. Ce faisant, elles renoncent à condamner la guerre du Vietnam en particulier et l'impérialisme en général [5]

Rapidement, les Républicains font voter des lois sur la qualité de l'air et de l'eau, et d'autres pour développer des parcs naturels et protéger le patrimoine naturel. Le président Richard Nixon crée une Agence fédérale de protection de l'environnement (US EPA), tandis que 42 Etats fédérés institutionnalisent cette manifestation annuelle.

L'écologie est désormais une « préoccupation » de Washington et requiert d'autant plus un traitement particulier au plan international qu'il faut neutraliser le mouvement anti-guerre dans le reste du monde.

1972 : Stockholm, le premier « sommet de la Terre » et le Club de Rome

L'ONU organise à Stockholm, en 1972, sa première conférence sur l'environnement humain, ultérieurement connue comme le premier « sommet de la Terre » [6]. Le secrétariat général de la conférence, responsable des travaux préparatoires est confié au Canadien Maurice Strong. Ce haut-fonctionnaire dirigeait l'Agence canadienne de développement international [7], administration sœur de l'USAID et servant comme elle de paravent à la CIA [8]. Strong étant par ailleurs administrateur de la Rockefeller Foundation, il commande à celle-ci le document préparatoire de la conférence *Only One Earth. The care and maintenance of a small planet* (Une seule Terre : le soin et la préservation d'une petite planète), rédigé par l'économiste britannique Barbara Ward et le biologiste franco-états-unien René Dubos. Il est clair que les ressources de la planète sont insuffisantes pour que l'humanité entière bénéficie du même développement économique. Il faut prendre des mesures conservatoires.

Bien que le sujet ne soit pas encore à la mode, 113 États participent au sommet. Seuls deux chefs de gouvernement font le déplacement : Olof Palme (Premier ministre du pays hôte) et Indira Gandhi (Inde) ; tous deux farouches adversaires de la politique impériale des Etats-Unis et de la guerre du Vietnam. Loin d'abonder dans le sens prévu, ils tirent du constat de la Rockefeller Foundation des conclusions inverses de celles des rapporteurs. Ils affirment que si les ressources naturelles ne permettent pas d'étendre le niveau de développement occidental à l'ensemble du monde, ce n'est pas que le développement pour tous soit impossible, mais que le modèle occidental est inadapté et doit être condamné [9]. Ce ne seraient donc pas les pauvres, mais les riches qui menaceraient l'environnement.

Le témoignage des habitants de l'île japonaise de Minamata —contaminés par des déjections industrielles de mercure via les poissons dont ils se nourrissent [10]— est l'occasion d'une découverte planétaire des dangers d'un capitalisme sans conscience. La conférence affirme que les problèmes environnementaux dépassent les cadres nationaux et les blocs. Ils nécessitent une coopération internationale. C'est pourquoi les participants décident de créer le Programme des Nations unies pour l'Environnement (PNUE).

Les choses étant bien organisées, les Anglo-Saxons récupèrent le sujet en douceur. Ils proposent que la direction du PNUE revienne au fidèle Maurice Strong et que le siège de l'organisation soit implanté à Nairobi (Kenya), où Strong avait débuté sa carrière comme représentant du pétrolier CalTex. Tout rentre dans l'ordre. Les participants de ce premier sommet se donnent rendez-vous dans dix ans pour faire le point.

Le milliardaire David Rockefeller milite pour l'arrêt de la croissance mondiale. Il sponsorise un think tank, le Club de Rome [11]. Celui fait réaliser une étude par l'équipe de Dennis Meadows (Massachusetts Institute of Technology), qui est publiée sous le titre *Halte à la croissance ?* et devient un best-seller. Il relance la question posée par Thomas Malthus (1766-1834) : celle de la croissance beaucoup plus rapide de la population et de sa consommation que des richesses produites. Alors que Malthus envisageait le problème à l'échelle des îles britanniques, le Club de Rome l'élargit à l'échelle de la planète. Qu'advient-il de l'humanité si la population continue à croître de manière quasi-exponentielle et si nous consommons les ressources naturelles non renouvelables de la Terre ? À un moment donné, nous devons affronter la pénurie et notre système s'effondrera.

La relance du malthusianisme a de quoi surprendre dans les années 70 car, à cette époque, les historiens de la démographie ont déjà largement établi que la croissance de la population varie selon les groupes humains et que le taux de fécondité des femmes diminue considérablement lorsqu'elles ont accès à l'éducation. Peu importe, le Club de Rome s'empare des débats du PNUE et cristallise l'attention sur la question des ressources non renouvelables dans un monde fini.

Au delà des critiques méthodologiques qui ont été formulées à l'encontre des modèles mathématiques non différenciés du Club de Rome, et malgré l'espoir que l'on peut placer dans le progrès des sciences et des techniques pour résoudre le problème, l'opinion publique occidentale s'interroge sur la faiblesse de son système de développement économique ; d'autant plus qu'elle doit affronter au même moment une pénurie temporaire de pétrole lors de la guerre israélo-arabe d'octobre 73.

À Washington, le conseiller de sécurité nationale Henry Kissinger commande un rapport sur la question [12]. Sans surprise, il confirme ce que pense la Maison-Blanche : ce ne sont pas les Etats riches qui posent problème, mais les pays pauvres. On peut y lire : « Nous ne savons pas si les développements techniques permettront de nourrir 8 milliards de personnes, à plus forte raison 12 milliards au 21e siècle. Nous ne pouvons pas être entièrement certains que des changements climatiques dans la prochaine décennie ne vont pas créer des difficultés considérables pour nourrir une population croissante, spécialement dans les pays en voie de développement qui vivent dans des conditions toujours plus marginales et vulnérables. Il existe en définitive une possibilité que le développement d'aujourd'hui pointe vers des conditions malthusiennes dans de nombreuses régions du monde » [13]. Sur la base de quoi, Washington décide de conditionner l'aide au développement économique du tiers-monde à des programmes de contrôle des naissances, d'orienter l'action du Fonds des Nations unies pour la Population dans le même sens, et de soutenir certains mouvements féministes dans le monde.

On désigne le courant idéologique de Rockefeller non comme « malthusien », mais comme « néo-malthusien » parce qu'il préconise la diffusion de la pilule contraceptive et le recours à l'avortement alors que ces solutions auraient horrifié le pasteur Malthus, partisan quant à lui de l'abstinence obligatoire. Cependant, on comprend mieux cette doctrine lorsqu'on la situe dans son contexte historique. À la fin du XVIIIe siècle la famine sévit en Angleterre. La loi fait obligation aux paroisses de nourrir les pauvres, ce qui provoque l'appauvrissement de la paroisse du pasteur Malthus. Or, celui-ci observe que les pauvres ont une fertilité bien supérieure à celle des riches. Aussi sont-ils de plus en plus nombreux et il est prévisible que la charge qu'ils représentent pour la communauté continuera à croître exponentiellement, alors que les revenus de paroisse ne croissent qu'arithmétiquement. Le moment viendra inexorablement où il ne sera plus possible de nourrir les assistés et où ils feront la Révolution comme en France.

En pleine Guerre froide, les néo-malthusiens suivent le même raisonnement, mais cette fois avec la crainte de foules affamées se jetant dans les bras du communisme soviétique. Ils se livrent à une critique du libéralisme et réclament que le capitalisme soit protégé à la fois par un contrôle étatique de l'accès aux ressources naturelles mondiales et par une diminution autoritaire de la démographie du tiers-monde.

Revenons à la crise pétrolière de 1973. Aux États-Unis et en Israël, on s'inquiète du moyen de pression dont disposent les pays arabes producteurs de pétrole. Henry Kissinger, Edward Luttwak et Lee Hamilton militent pour protéger militairement l'accès des États-Unis au pétrole du Golfe. En 1979, les États-Unis continuent à

souffrir de difficultés économiques. À la Maison-Blanche, le conseiller pour les Affaires intérieures, Stuart Eizenstat, préconise de faire de l'OPEC un bouc-émissaire. En définitive, le président Jimmy Carter (membre de la Commission trilatérale, un autre think tank sponsorisé par David Rockefeller et animé par Zbigniew Brzezinski) prononce son célèbre discours sur la crise de confiance [14]. Il y souligne la nécessité pour les États-Unis d'accéder à l'indépendance énergétique pour retrouver foi en leur avenir économique. Six mois plus tard, il annonce que l'accès des États-Unis aux ressources énergétiques nécessaires à son économie est élevé au rang de priorité stratégique [15]. Cette décision conduira ultérieurement à la création du Centcom et aux tentatives de remodelage du Grand Moyen-Orient.

En 1975, la chute de Saigon marque la fin de la guerre au Vietnam et dans le Sud-Est asiatique. Le bilan qui en est fait permet de mettre en lumière la guerre environnementale et climatique que les États-Unis ont livrée dans cette région. Le Pentagone avait commandé à Dow Chemical et à Monsanto de fabriquer les « herbicides de l'arc en ciel », dont le plus célèbre, « l'agent orange », était à base de dioxine. Ces produits chimiques furent utilisés massivement et sur de longues périodes d'abord pour détruire les rizières et affamer les populations, puis pour détruire les forêts où se cachaient les résistants (Opération Ranch Hand). Au total 2,5 millions d'hectares sont empoisonnés et cinq millions de personnes sont contaminées à des degrés divers [16]. Le Pentagone avait également commandé d'ensemencer les nuages du Laos avec de l'iodure d'argent pour provoquer des pluies torrentielles, allonger la saison de la mousson et rendre impraticable la piste Ho Chi-Minh permettant d'approvisionner la Résistance au Sud-Vietnam (Opération Popeye) [17].

Il est convenu entre les États-Unis et l'Union soviétique qu'avant toute discussion sur les questions écologiques, il est indispensable d'en exclure les guerres environnementales et climatiques. Washington et Moscou rédigent alors sans concertation internationale la *Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles*. Elle est adoptée de mauvaise grâce par l'Assemblée générale des Nations Unies, fin 1976. Le document est écrit de telle sorte que les deux super-puissances se réservent divers moyens de contourner l'interdiction qu'elles viennent d'édicter aux autres. Désormais les guerres environnementales et climatiques n'existent plus — en théorie—. Il est donc inutile d'en parler.

[1] « May there be only peaceful and cheerful Earth Days to come for our beautiful Spaceship Earth as it continues to spin and circle in frigid space with its warm and fragile cargo of animate life ».

[2] Voir le mémorial Internet Nelson Earth Day.

[3] « Rising concern about the "environmental crisis" is sweeping the nation's campuses with an intensity that may be on its way to eclipsing student discontent over the war in Vietnam.. », in « 'Environmental Crisis' May Eclipse Vietnam as College Issue », par Gladwin Hill, *The New York Times*, 30 novembre 1969.

[4] Dans le contexte, cette expression évoque à la fois la guerre du Vietnam et la loi de guerre contre la pauvreté (1964) voulue par le président Lyndon Johnson.

[5] La même stratégie sera utilisée en Allemagne avec le financement des Grünen. Il s'agissait alors pour Washington d'assécher l'opposition allemande à l'OTAN puis, lors de la réunification, de neutraliser les jeunesses communistes de l'ex-RDA.

[6] Documents de la conférence disponibles en anglais sur le site du PNUE.

[7] En anglais : Canadian International Development Agency.

[8] Voir : « L'USAID et les réseaux terroristes de Bush », par Edgar González Ruiz, *Réseau Voltaire*, 17 août 2004.

[9] La position d'Olof Palme doit être entendue dans le contexte du conflit grandissant entre la Suède et les États-Unis, qui se manifeste six mois plus tard par le gel de leurs relations diplomatiques.

[10] *Dix choses à savoir sur la maladie de Minamata*, par le Minamata Disease Municipal Museum. Document téléchargeable.

[11] Le Club de Rome a été créé à l'initiative de l'industriel italien Aurelio Peccei (alors très actif en Amérique latine) et du directeur scientifique de l'OCDE Alexander King, grâce au soutien financier de la famille Agnelli (pour laquelle Peccei avait travaillé). L'idée de départ était de créer un Forum mondial qui lierait les questions économiques et l'environnement. Cet objectif fut plus ou moins satisfait avec la création du PNUE. Le Club de Rome, désormais largement financé par les Rockefeller, abandonna alors son discours méthodologique pour devenir le porte-parole du malthusianisme. Certains participants à la réunion fondatrice du Club (avril 1968) s'en étaient déjà éloignés lors de la parution du rapport Meadows (mars 1972).

[12] National Security Study Memorandum 200. Implications of Worldwide Population Growth For U.S. Security and Overseas Interests, dit « Rapport Kissinger », 10 décembre 1974. Ce document est resté secret jusqu'à sa déclassification, en 1989, où il a fait l'objet de vives polémiques.

[13] « We do not know whether technological developments will make it possible to feed over 8 much less 12 billion people in the 21st century. We cannot be entirely certain that climatic changes in the coming decade will not create great difficulties in feeding a growing population, especially people in the LDCs who live under increasingly marginal and more vulnerable conditions. There exists at least the possibility that present developments point toward Malthusian conditions for many regions of the world ».

[14] Allocution télévisée dite « The Crisis of confidence speech », par Jimmy Carter, 15 juillet 1979.

[15] Discours sur l'état de l'Union, par Jimmy Carter, 23 janvier 1980.

[16] L'agent orange avait déjà été utilisé par les Etats-Unis en Corée, mais à une moins grande échelle. Le gouvernement brésilien et la multinationale Alcoa ont également utilisé l'agent orange, à la fin des années 70 et au début des années 80, pour détruire une zone de la forêt et en chasser les autochtones afin de faciliter l'exploitation minière et la construction du barrage de Tucuruí.

[17] Operation PopEye, dite aussi Operation Intermediary ou Operation Compatriot (2 602 sorties de C-130 entre le 20 mars 1967 et le 5 juillet 1972). Voir : « Rainmaking Is Used As Weapon by U.S. ; Cloud-Seeding in Indochina Is Said to Be Aimed at Hindering Troop Movements and Suppressing Antiaircraft Fire Rainmaking Used for Military Purposes by the U.S. in Indochina Since '63 », par Seymour Hersh, *The New York Times*, 3 juillet 1972. *Spacecast 2020 : Into the Future [the U. S. Air Force Vision of Their Future, Possibilities, Capabilities, Technologies in the Pursuit of National Security objectives]*, US Department of Defense, Air University, 1994. En réalité, le Pentagone disposait d'une unité de recherche en guerre environnementale, sous le nom de Defense Environmental Services (créé en 1966 par Cyrus Vance).